

Questions orales

qu'aux femmes. La santé et la sécurité de tous les Canadiens, hommes ou femmes, sont capitales pour nous.

La députée prétend que certains chercheurs de mon ministère ont démissionné. Je voudrais bien connaître leur nom. Je suis au courant d'une seule démission.

Je tiens à dire à la députée que selon le bureau des instruments médicaux de mon ministère, l'implant mammaire Meme est au moins aussi sûr que tout autre implant. Les statistiques montrent que le taux d'échec avec ce type d'implant est nettement inférieur à celui relié à tous les autres implants mammaires en silicone.

Si nous suivions la recommandation de la députée, cela reviendrait à retirer un dispositif qui a un taux d'échec inférieur aux autres et à demander aux femmes, dans l'intervalle, d'accepter des implants qui causent davantage de problèmes. Elle serait la première à s'en plaindre.

* * *

L'ASSURANCE-CHÔMAGE

M. Joseph Volpe (Eglinton—Lawrence): Monsieur le Président, j'adresse ma question à la ministre de l'Emploi. Quand elle a mandaté les groupes de travail du Centre canadien du marché du travail et de la productivité chargés d'examiner la stratégie de développement de l'emploi il y a quelques mois, elle a dit qu'elle donnerait suite à leurs recommandations.

Quand les groupes de travail ont remis leurs rapports il y a environ deux jours, ils ont recommandé à au moins quatre reprises d'utiliser le compte d'assurance-chômage exclusivement pour maintenir et augmenter le revenu.

En conséquence, la ministre va-t-elle revenir sur sa décision d'affecter à la formation 800 millions de dollars du compte d'assurance-chômage et accepter la recommandation de son propre comité?

• (1450)

L'hon. Barbara McDougall (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, le rapport que nous avons reçu cette semaine contient plusieurs recommandations qui vont nous aider à élaborer le programme de formation que nous avons l'intention de lancer dès l'adoption du projet de loi C-21.

Comme je l'ai dit aux représentants du Centre du marché du Travail de la productivité, je suis disposée à étudier toutes leurs recommandations. Celle-là en particulier nous cause du souci, compte tenu de notre situation financière actuelle. Je n'ai pas les ressources nécessaires pour lancer le programme de formation et donner suite aux autres recommandations du rapport.

Je tiens à les remercier de leur excellent travail, car leur contribution va nous être très utile après l'adoption du projet de loi C-21.

M. Joseph Volpe (Eglinton—Lawrence): Monsieur le Président, les mêmes groupes de travail tiennent compte du dilemme financier dans lequel est enfermée la ministre et ils proposent deux solutions concernant le financement de la formation. De fait, ils lui proposent de songer à des incitations fiscales pour les employeurs qui se lancent dans la formation ou à imposer à tous les employeurs une taxe sur la masse salariale en offrant une ristourne à ceux qui s'adonnent à la formation.

Est-ce que la ministre adoptera l'une de ces solutions au lieu d'utiliser des fonds qui, de l'avis de son groupe de travail, devraient être exclusivement employés—et j'insiste sur le terme «exclusivement»—à des fins de supplément de revenu et de sécurité du revenu?

L'hon. Barbara McDougall (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, il est évident que nous étudierons toutes les recommandations et que je présenterai une réponse au rapport en temps opportun.

La question du député m'intéresse beaucoup, car je voudrais savoir quelle est la position du Parti libéral sur cette question. Il est très intéressant, monsieur le Président, d'entendre le député de LaSalle, qui se présente comme chef de ce parti, déclarer que le Sénat ne devrait plus s'opposer à ce projet de loi. Il a déclaré: «Je pense que les sénateurs devraient cesser de s'opposer au projet de loi.»

Est-ce la position du député, sa propre position, celle du Parti libéral, celle du chef du Parti libéral ou celle du Sénat? Qui exprime la position du Parti libéral?

* * *

LES ARMES CHIMIQUES

M. Bill Blaikie (Winnipeg Transcona): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre suppléant, qui que ce soit. Elle concerne l'inquiétude grandissante qu'éprouve le monde entier devant la proli-